



Le Directeur,  
Chef du Corps Départemental,

Monsieur le Préfet  
de la Région Hauts de France  
Préfet du Nord  
Direction de la Coordination des  
Politiques Interministérielles  
Bureau des Installations Classées  
pour la Protection de l'Environnement  
12, rue Jean Sans-Peur  
CS 20003  
59039 LILLE CEDEX

Références : GPRS/CH/URB/21/921  
Affaire suivie par : Lieutenant-colonel Christophe HÉRITIER  
Tél. : 03.20.12.29.41  
Courriel : [christophe.heritier@sdis59.fr](mailto:christophe.heritier@sdis59.fr)  
Référence ANAE du dossier AEU\_59\_2020\_112\_OUTINORD A SAINT AMAND LES EAUX

Lille, le - 1 JUIL. 2021

Objet : Avis Demande Autorisation ICPE  
Date de dépôt Préfecture : 03/06/2021  
Date d'arrivée au SDIS : 18/06/2020

COMMUNE : SAINT AMAND LES EAUX  
Etablissement : OUTINORD  
Adresse : 392 Rue de MILLONFOSSE

J'ai l'honneur de vous retourner, sous ce pli, le dossier de l'affaire décrite en objet, qui après étude, appelle les observations suivantes :

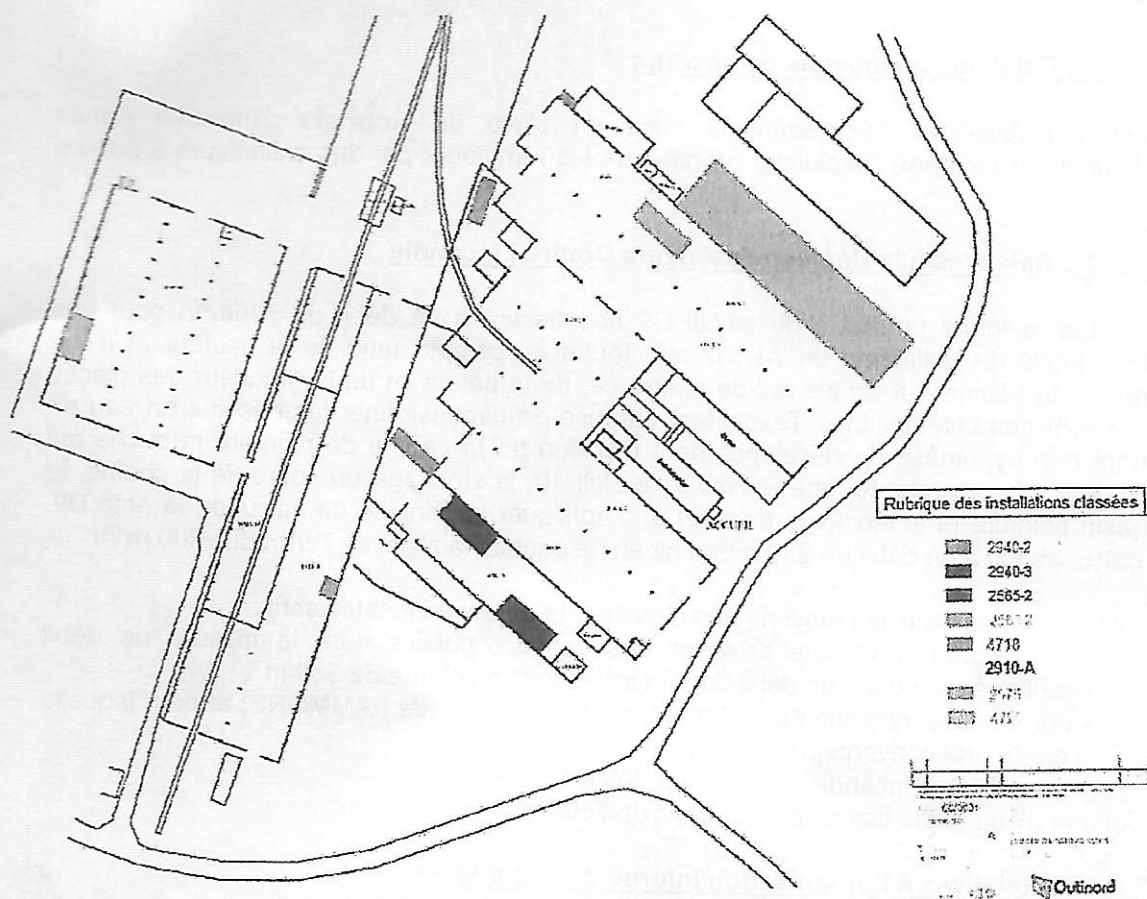
### 1/ Contexte

Ce dossier a fait l'objet d'un avis du SDIS en date du 25 mars 2020 dans lequel le SDIS n'avait pas pu émettre un avis suite à des imprécisions sur le désenfumage et la défense extérieure contre l'incendie  
Le dossier transmis en juin 2021 et une visite sur place en date du 30 avril 2021 permettent désormais au SDIS de se prononcer

## 2/ Classement ICPE selon le dossier

Rubrique	Libellés	Paramètres du site	Régime
2940-3-a 2940-2-b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile....	250kg/j (poudre) 104kg/j (liquide)	A
2565-2	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique,	7000 litres	E
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages	850 kW	DC
2910-A-2	Combustion lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1	6,481 MW	DC
2575	Abrasives (emploi de matières)	24 kW	D
4725	Oxygène	3,669 t	D

Le site dispose d'autres installations qui n'atteignent pas le seuil de classement : rubrique 4718 (propane), 4719 (Acétylène) 4331 (liquides inflammables de 2ème et 3ème catégories peinture) 4511,2925 (atelier d'accumulateur),3260 (traitement de surface) et 1510 (entrepôt)  
D'après le DAE et la règle des cumuls, le site n'est pas classé SEVESO.



### 3/ Textes de référence

- Arrêté du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560,
- Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,
- Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : "Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage",
- Arrêté du 10/03/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725.

### 4/ Eléments du dossier

#### 4.1 Relatives au désenfumage

Les halls sont désenfumés et les commandes de désenfumage sont vérifiées annuellement.



#### 4.2 Relatives aux moyens de secours

Certaines installations nécessitent la mise en place de Robinets d'Incendie Armés (application de peinture) l'exploitant propose de les remplacer par des extincteurs à poudre 50kg.

#### 4.3 Relatives à la Défense Extérieure Contre l'Incendie

L'exploitant a fourni une note de calcul D9 aboutissant à un débit de  $720\text{m}^3/\text{h}$  pour une surface totale de bâtiments de  $24\,167\text{ m}^2$ . Toutefois, compte tenu de la hauteur et de la grandeur du bâtiment à simple rez-de-chaussée, de la nature et de la grandeur des pièces qui ne sont pas combustibles, l'exploitant propose de dimensionner les besoins en eau en prenant une hypothèse de développement d'un feu de la cabine de peinture retouche qui s'étendrait aux environs tel que le Hall 9, le Hall 10, le stockage en cours de la chaîne, le magasin peinture et le stockage déchets et d'appliquer le principe de calcul de la note D9. Ce calcul aboutit à un débit de  $289\text{ m}^3/\text{h}$  soit en respectant la règle de l'arrondi à  $300\text{ m}^3/\text{h}$ .

L'exploitant indique que les moyens afin d'assurer la défense incendie sont :

- un poteau d'incendie privé et des poteaux publics dont la mesure de débit simultanée aboutit à un débit de  $160\text{ m}^3/\text{h}$ , soit un volume de  $360\text{ m}^3$ ,
- une réserve incendie de  $240\text{ m}^3$  appartenant à un tiers (SIMMONS) et pour laquelle il existe une convention d'utilisation
- une réserve incendie publique de  $200\text{ m}^3$ .

Le volume d'eau totale disponible est donc de  $760\text{ m}^3$ .

#### 4.4 Relatives à l'organisation interne de sécurité

Le POI a été fourni au SDIS, toutefois le SDIS estime que ce type de document réglementaire n'est pas nécessaire pour ce site au vu des risques décrits, et que la mise en place d'un recueil de procédures et de conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident est suffisante.

### 5/ Observations

#### 5.1 Relatives aux moyens de secours

La demande d'aménagement pour le remplacement des RIA est acceptable.

#### 5.2 Relatives à la Défense Extérieure Contre l'Incendie

Le SDIS trouve l'hypothèse émise pour le calcul des besoins en eau par l'exploitant cohérente.

Toutefois le poteau incendie privé de DN 70 doit être remplacé par un poteau d'incendie DN 100.

### 6/ Prescriptions

#### 6.1 Généralités

- Respecter les dispositions techniques prévues dans les textes de référence, les éléments du dossier avec les compléments, en tenant compte des prescriptions suivantes :

#### 6.2 Défense Extérieure Contre l'Incendie

- La quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de  $600\text{ m}^3$  utilisables pendant deux heures ( $300\text{m}^3/\text{h}$ ).

- Justifier auprès du SDIS de la disponibilité du volume d'eau requis dans le cadre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, tous les trois ans.
- Fournir la convention d'utilisation de la citerne incendie du site SIMMONS et préciser les conditions d'accès qui doivent être permanentes ;
- Planter, signaler, numéroté et entretenir le poteau d'incendie privé conformément aux dispositions reprises dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Département du Nord.
- Permettre au SDIS d'effectuer :
  - La reconnaissance opérationnelle initiale du Point d'Eau Incendie privé (PEI). A ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS, le procès-verbal de réception des PEI ;
  - La reconnaissance opérationnelle annuelle du PEI. A ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS le rapport de contrôle technique du PEI comprenant la mesure de débit des hydrants, (y compris en simultané) et/ou le volume utile des réserves ou citernes incendie.
- Avertir sans délai le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des PEI, ainsi que le retour à l'état de disponibilité de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS. De plus, remédier aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.

### 6.3 Organisation interne de sécurité.

- Dans la mesure où le SDIS réalise un plan d'établissement répertorié, l'exploitant devra fournir les éléments permettant la mise à jour de ce document. A cet effet, l'exploitant sera destinataire d'un exemplaire du plan.

### 7 Avis

Le SDIS du Nord émet un avis favorable sous réserve de respecter les prescriptions émises.

Pour le Directeur Départemental et par délégation,  
Le Chef du Groupement Prévision,



Lieutenant-colonel Benoît MARTIN